

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales  
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**Tome II : Ouvriers**  
**(4<sup>e</sup> édition. – Mars 2003)**

**ACCORD « SALAIRES » DU 10 DÉCEMBRE 2004**  
**(POITOU-CHARENTES)**

NOR : *ASET0550154M*  
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Poitou-Charentes, représentant :

- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- la délégation régionale des canalisateurs de France ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- le syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics Poitou-Charentes,

D'une part et,

L'union régionale professionnelle BATIMAT-TP CFTC Poitou-Charentes ;

La section fédérale régionale Poitou-Charentes du BTP-CGT Force ouvrière ;

L'union régionale de la construction CGT Poitou-Charentes ;

L'union régionale Poitou-Charentes construction et bois CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## Article 1<sup>er</sup>

Les appointements annuels minimaux des ouvriers dans les travaux publics sont, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, fixés pour l'année 2005 comme suit :

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM annuel année 2005 (base 35 heures) (en euros)	VALEUR annuelle de point (année 2005)
I	1	100	14 970	149,7
	2	110	15 682	142,6
II	1	125	16 149	129,2
	2	140	18 052	128,9
III	1	150	19 341	128,9
	2	165	21 172	128,3
IV		180	23 096	128,3

Aucune rémunération mensuelle ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

## Article 2

Le présent accord sera déposé auprès des directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle des 4 départements de la région Poitou-Charentes et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Poitiers.

## Article 3

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif national pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Poitiers, le 10 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)